ASSEMBLÉE NATIONALE

7 février 2024

VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES MINEURS ET L'HONORABILITÉ DANS LE
SPORT - (N° 1396)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

AMENDEMENT

N ° AC8

présenté par
Mme Bonnet

ARTICLE 2

À la deuxième phrase de l'alinéa 9, supprimer les mots :

« limitée à six mois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La Justice ayant malheureusement des délais d'instruction parfois très long, le délai maximal de 6 mois doit être supprimé à la deuxième phrase de cet alinéa pour permettre à la commission de prononcer une interdiction temporaire d'exercice, même lorsque les poursuites en correctionnelles. De plus en plus de crimes étant requalifié en délits, c'est indispensable pour protéger les pratiquants, en particulier les plus jeunes.